

Brochure n° 3285

Convention collective nationale
IDCC : 1922. – RADIODIFFUSION

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 19 JUILLET 2018
DE L'AVENANT N° 2 DU 30 AVRIL 2016 À L'ACCORD COLLECTIF NATIONAL
DU 29 NOVEMBRE 2007 RELATIF AUX SALARIÉS EMPLOYÉS SOUS CONTRAT
À DURÉE DÉTERMINÉE D'USAGE
NOR : ASET1850953M

Paris, le 19 juillet 2018.

Mesdames, Messieurs,

Le 4 avril dernier, dans le cadre des réflexions en cours en vue de définir les conditions de mise en œuvre d'une ou plusieurs branches propres au champ de « l'Audiovisuel », les organisations patronales du secteur de la radiodiffusion vous ont indiqué leur intention de prendre une part active à ces travaux, conformément à l'attente des pouvoirs publics.

Corrélativement, ces mêmes organisations vous ont saisi d'une demande de réexamen de la mise en œuvre de l'avenant n° 2 à « l'accord collectif national dans le secteur de la radiodiffusion – Salariés employés sous contrat à durée déterminée d'usage du 29 novembre 2007 ».

Cette démarche a été jugée nécessaire pour réexaminer les modalités de mise en œuvre de ce texte de façon constructive, compte tenu de l'importance des travaux à conduire, de sa non-extension à ce jour par le ministère du travail, et de difficultés d'interprétation nombreuses identifiées par les entreprises du secteur.

Afin de fixer le calendrier de ces négociations, les organisations patronales ont proposé une rencontre de l'ensemble des parties signataires dans les meilleurs délais.

Force est de constater, malgré une première réunion d'échanges, que nous sommes toujours en attente d'un accusé formel de réception de la demande d'ouverture de négociations de cet avenant.

Dans ces conditions et compte tenu de l'impérieuse nécessité d'apporter une ligne directrice claire à nos structures adhérentes, nous n'avons d'autre issue que de dénoncer l'avenant n° 2 à « l'accord collectif national dans le secteur de la radiodiffusion – Salariés employés sous contrat à durée déterminée d'usage du 29 novembre 2007 » dont nous déplorons la rédaction donnant lieu à des interprétations différentes, génératrices d'instabilité juridique.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments respectueux.